

**Comité exécutif du
Programme du Haut Commissaire**

Distr. : restreinte
25 février 2020
Français
Original : anglais et français

**Comité permanent
77^e réunion**

Actualisation des opérations du HCR en Asie et dans le Pacifique

A. Analyse de la situation

Au milieu de l'année 2019, la région Asie-Pacifique comptait plus de 9,2 millions de personnes relevant de la compétence du HCR, dont 4,2 millions de réfugiés, 2,9 millions de déplacés internes et plus de 275 000 demandeurs d'asile et rapatriés. La région abritait aussi quelque 2,1 millions d'apatrides, dont beaucoup étaient également des réfugiés ou des déplacés internes. En 2019, l'absence de progrès dans l'apport d'une solution aux causes profondes du déplacement s'est traduite par une rareté persistante de solutions durables. Dans le même temps, le HCR, en collaboration avec les gouvernements et d'autres partenaires, a obtenu des avancées dans l'inclusion des déplacés. Dans la mesure où la région connaît plusieurs situations d'urgence de réfugiés et de déplacés internes et accueille la moitié de la population mondiale d'apatrides, le HCR s'appuiera sur le Pacte mondial sur les réfugiés pour élargir la base d'appui en faveur des réfugiés et des communautés d'accueil et permettre l'apport de solutions durables.

Le HCR reconnaît la résilience des réfugiés afghans, qui après 40 ans de déplacement constituent la deuxième population la plus importante de réfugiés au monde en 2020¹. Près de 2,4 millions d'Afghans sont enregistrés et accueillis par les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan. Avec ces deux pays et l'Afghanistan, le HCR a lancé la plateforme d'appui à la « Stratégie de solutions pour les réfugiés afghans destinée à soutenir le rapatriement volontaire, la réintégration durable et de l'assistance aux pays hôtes » (SSAR) lors du Forum mondial sur les réfugiés, en décembre 2019. Cette plateforme a pour but de renforcer la solidarité et le partage des responsabilités au niveau international pour la situation des réfugiés afghans par des partenariats élargis et des investissements supplémentaires, en vue de la mise en place de réponses humanitaires et de développement cohérents. Elle privilégie l'aide visant à permettre l'apport de solutions en Afghanistan, tout en allégeant la charge qui pèse sur les communautés d'accueil dans les Républiques islamiques d'Iran et du Pakistan.

En 2020, il y aura aussi deux ans et demi que plus de 700 000 réfugiés Rohingya de l'État de Rakhine, au Myanmar, se sont réfugiés à Cox's Bazar, au Bangladesh. En 2019, le HCR et le Gouvernement du Bangladesh ont achevé l'enregistrement biométrique des réfugiés, y compris de ceux qui étaient arrivés lors de vagues de déplacement précédentes. Un total de 855 000 réfugiés Rohingya apatrides du Myanmar sont désormais en possession de documents d'identité, pour la première fois de leur vie pour beaucoup d'entre eux. Le HCR continue à répondre aux besoins des Rohingya des deux côtés de la frontière, aidant les réfugiés de Cox's Bazar, ainsi que les communautés qui restent apatrides dans l'État de Rakhine. L'Organisation aide aussi les réfugiés ailleurs en Asie, en particulier en Inde et en Malaisie, où quelque 120 000 personnes ont recherché une protection.

¹ Le Gouvernement du Pakistan a accueilli une conférence internationale en février 2020, à l'occasion des 40 ans de l'accueil des réfugiés afghans, qui a souligné la résilience des réfugiés et a appelé la communauté internationale à aider à trouver des solutions pour cette situation de déplacement prolongée.

La situation au Bangladesh reste une situation d'urgence de niveau 2 pour le HCR. Dans le cadre du « Plan d'intervention conjoint face à la crise humanitaire des Rohingya » de 2019, qui était financé à 69 %, le HCR et ses partenaires ont aidé le Gouvernement du Bangladesh à renforcer l'environnement de protection, à fournir une assistance vitale et à améliorer les services publics, y compris dans les domaines de l'éducation, de la réhabilitation de l'environnement, de l'énergie et des systèmes de protection sociale. Mi-2019, tous les réfugiés avaient accès à de l'eau salubre et recevaient une assistance alimentaire. En outre, plus de 30 000 enfants de moins de cinq ans recevaient un traitement contre la malnutrition et 65 000 nécessaires d'urgence étaient pré-positionnés pour la saison de la mousson et des cyclones.

Le plan de réponse conjoint 2020 comporte des activités destinées à fournir aux réfugiés des services vitaux et à développer leurs capacités, afin qu'ils soient mieux à même de se réintégrer durablement et de reconstruire leur communauté lorsqu'ils pourront rentrer chez eux. À la suite d'une décision prise en janvier 2020 par le Gouvernement du Bangladesh d'autoriser l'enseignement du programme scolaire du Myanmar aux réfugiés, le HCR, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres partenaires prévoient d'inscrire 10 000 enfants réfugiés dans un programme pilote d'ici la fin 2020. Le HCR continue à plaider pour l'extension de l'enseignement officiel aux enfants Rohingya tant au Bangladesh qu'au Myanmar.

En août 2019, une opération de rapatriement qui avait été planifiée par les Gouvernements du Bangladesh et du Myanmar ne s'est pas concrétisée, car aucun réfugié n'a déclaré souhaiter rentrer dans son pays. Le même mois, une vaste manifestation pacifique organisée par les réfugiés pour marquer les deux ans de leur arrivée a déclenché une intensification des restrictions à leur égard, avec notamment la construction d'une clôture entourant une grande partie de leur zone d'installation. Le HCR continue à travailler avec le Gouvernement du Bangladesh afin de remédier aux problèmes de sécurité, y compris par la mise en place de services de police communautaire et autres initiatives de protection reposant sur la communauté.

Tout au long de l'année 2019, le HCR a travaillé étroitement avec la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement (BAsD) sur les projets menés par ces deux institutions à Cox's Bazar, pour un montant total de 240 millions de dollars E.-U. et 100 millions de dollars E.-U. respectivement. Ces sommes ont permis de financer les infrastructures, la santé, l'éducation, les activités de résilience et les projets de préparation aux catastrophes, au profit à la fois des réfugiés et des communautés d'accueil. En 2020, la Banque mondiale (au titre du sous-guichet pour les réfugiés et les communautés d'accueil de l'Association internationale de développement (IDA 18)) et la BAsD ont prévu d'apporter respectivement un soutien supplémentaire de 350 millions de dollars E.-U. et de 100 millions de dollars E.-U.

Au Myanmar, le HCR et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) continuent à travailler avec le Gouvernement afin d'améliorer les conditions des communautés qui se trouvent toujours dans l'État de Rakhine. L'accès aux communautés est sporadique et limité à 10 % des villages touchés par le conflit armé, lequel s'est intensifié. En vertu du mémorandum d'accord tripartite, le HCR et le PNUD ont procédé à des évaluations multisectorielles des besoins couvrant 102 villages dans les municipalités nord de l'État de Rakhine et avaient mis en œuvre 45 projets à impact rapide en janvier 2020. L'autorisation a été demandée d'évaluer les besoins de 75 villages supplémentaires et 42 projets à impact rapide supplémentaires ont été proposés.

La lutte contre les causes profondes de la violence, de la discrimination et du déplacement au Myanmar reste une priorité. Le HCR plaide pour une mise en œuvre pleine et effective des recommandations de la Commission consultative sur l'État de Rakhine, y compris concernant la liberté de circulation et l'établissement d'une procédure claire d'accès à la citoyenneté. Le dialogue avec les réfugiés dans ce processus est encouragé, tout comme des mesures de renforcement de la confiance, qui démontreraient l'engagement du Myanmar à apporter des solutions durables et pacifiques à la situation des Rohingya et de toutes les communautés dans l'État de Rakhine.

En novembre 2019, le HCR a salué l'adoption de la Déclaration sur les droits de l'enfant dans le contexte des migrations par l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). La déclaration a reconnu la nécessité de renforcer l'identification et la protection des enfants réfugiés, demandeurs d'asile et déplacés internes et d'enregistrer toutes les naissances. Au travers de la Commission de l'ASEAN sur la promotion et la protection des droits des femmes et des enfants, le HCR a continué à aider les États membres à échanger les bonnes pratiques et les recherches relatives à l'enregistrement des naissances, à l'identité juridique et au droit à une nationalité. En 2020, l'Organisation animera aussi une formation sur la protection à l'intention de l'équipe d'évaluation et d'intervention d'urgence de l'ASEAN.

Pendant le Forum mondial sur les réfugiés, plus de 50 engagements ont été annoncés par 17 États de la région, dans des domaines allant de la capacité d'asile et de l'accès à l'éducation jusqu'à l'inclusion des réfugiés, des déplacés internes et des communautés touchées dans la planification du développement, la collecte de données et l'octroi de documents. Ils ont été accompagnés par des engagements très variés de la société civile et du secteur privé. Le HCR aura pour priorités d'aider les États à mettre en œuvre leurs engagements, et de faire correspondre l'appui promis par les États et autres partenaires aux besoins des réfugiés et des communautés d'accueil.

B. Progrès et défis pour atteindre les priorités stratégiques globales

Préserver l'accès à la protection et à l'asile

Si seuls 20 des 45 pays et territoires de la région ont adhéré à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et à son Protocole de 1967, la longue tradition d'hospitalité envers les réfugiés reste vivace. Comme il ressort des engagements annoncés lors du Forum mondial sur les réfugiés, l'inclusion des réfugiés dans les systèmes nationaux a progressé en 2019, plusieurs gouvernements engageant des évolutions politiques qui amélioreront l'accès des réfugiés aux droits fondamentaux.

La République islamique d'Iran a continué à assurer l'accès de tous les enfants réfugiés à l'éducation, quel que soit leur statut et qu'ils possèdent ou non des documents. Cela a permis à plus de 480 000 enfants afghans et iraquiens de s'inscrire dans les écoles primaires et secondaires publiques en 2019. L'engagement en faveur de l'éducation a opéré des transformations profondes, le Gouvernement ayant rapporté que le taux d'alphabétisation des réfugiés afghans dans le pays était passé de six à 65 % pendant les 40 années d'exil. En 2019, quelque 60 000 nouvelles places ont été créées pour les étudiants afghans, et le HCR et le Gouvernement ont financé la construction d'une douzaine d'écoles à la fois pour les réfugiés et pour les enfants iraniens. Conformément aux principes essentiels du Pacte mondial sur les réfugiés, la République islamique d'Iran a facilité l'accès des réfugiés aux systèmes de santé nationaux existants, les soins de santé primaires étant dispensés gratuitement. Tous les réfugiés peuvent s'affilier au système d'assurance maladie national, et le HCR prendra en charge le coût des primes d'assurance maladie pour un maximum de 92 000 réfugiés vulnérables en 2020. Le processus de renouvellement des cartes de réfugié pour les Afghans, appelé Amayesh XIV, s'est achevé en novembre 2019. Dans le contexte de la plateforme de soutien à la SSAR, les priorités incluent la création de 15 000 classes supplémentaires ; l'apport d'un appui à la formation professionnelle, les soins de santé primaires gratuits et les soins secondaires et tertiaires subventionnés ; et l'accès aux services financiers, y compris à des prêts, afin de renforcer l'entrepreneuriat parmi les réfugiés.

Le Gouvernement malaisien finalise des plans prévoyant d'accorder aux réfugiés le droit de travailler dans certains secteurs. En Indonésie, les enfants réfugiés peuvent désormais s'inscrire dans les écoles publiques. En décembre 2019, la Thaïlande a adopté une réglementation établissant un mécanisme de sélection pour identifier les personnes ayant besoin de la protection internationale. Le HCR a aidé la Thaïlande à mettre en place des alternatives à la détention de migrants, qui ont permis de libérer les enfants réfugiés et leur mère.

Le HCR a continué à procéder à la détermination du statut de réfugié dans les pays dépourvus d'un système d'asile national et à aider ceux qui cherchent à se doter d'un tel système. La République de Corée a renforcé sa capacité de détermination du statut de réfugié en augmentant nettement le nombre de personnel travaillant dans ce domaine et s'est engagée, lors du Forum mondial sur les réfugiés, à instaurer une division d'appel.

En Asie centrale, le HCR a aidé le Processus d'Almaty à faire face à des mouvements de population complexes, en collaboration avec d'autres organisations, les autorités frontalières et les autorités chargées de l'asile. Le HCR a fourni un appui technique concernant les mouvements mixtes dans le contexte du Processus de Bali sur le trafic illicite d'êtres humains, la traite des personnes et la criminalité transnationale connexe. En collaboration avec le Bureau régional d'appui du Processus de Bali, l'Organisation dispensera une formation sur l'identification des personnes ayant des besoins spécifiques aux autorités frontalières.

Au Pakistan, le programme des zones d'accueil ou touchées par la présence de réfugiés (RAHA) reste la pierre angulaire de la mise en œuvre de la SSAR régionale au niveau national. Depuis le début de la SSAR, en 2012, quelque 4 260 projets RAHA ont bénéficié à plus de 12 millions de réfugiés et de membres de la communauté. En tant que principale plateforme de partage des responsabilités visant à garantir un espace de protection, à atténuer l'impact de la présence prolongée des réfugiés, et à aider les réfugiés et les communautés d'accueil, le programme RAHA accorde la priorité aux secteurs de l'éducation, de la santé, des moyens d'existence, de l'eau et des infrastructures communautaires. La plateforme de soutien à la SSAR mobilisera une base d'appui étendue et cohérente pour le programme RAHA, composée d'un éventail de parties prenantes, dont le secteur privé et la société civile.

Au Bangladesh, l'achèvement récent de l'opération conjointe d'enregistrement menée par le HCR et le Gouvernement a permis non seulement d'obtenir l'identité des réfugiés et de leur fournir des documents, mais aussi d'améliorer la coordination et d'établir des priorités en matière d'assistance. Les données recueillies ont été saisies dans la base de données du HCR sur l'enregistrement et la gestion des cas, permettant un échange de données sécurisé avec les partenaires.

La prévention, l'atténuation des risques et la réponse à la violence sexuelle et de genre reste une priorité. Les opérations au Bangladesh, en Malaisie, au Pakistan et à Sri Lanka ont élaboré des plans d'actions opérationnels pour atténuer les risques de violence sexuelle et de genre. Au Bangladesh, en Inde et en Malaisie, le HCR a dispensé une formation aux réfugiés pour leur apprendre à prévenir et à signaler l'exploitation et les abus sexuels, et le Bangladesh et le Myanmar ont défini des procédures opérationnelles standard interorganisations sur cette question.

Dans la mesure où plus des deux tiers des réfugiés de la région vivent en zone urbaine ou semi-urbaine, l'engagement de la communauté et la communication avec la communauté sont essentiels pour définir la réponse à apporter et assurer l'obligation redditionnelle envers les populations touchées. En Malaisie, le HCR a mis au point un outil d'évaluation de la protection basée sur la communauté pour s'assurer que la population est au centre des interventions. Des programmes de sensibilisation menés par des volontaires au Bangladesh, en Malaisie et au Pakistan ont renforcé la mobilisation de la communauté, ainsi que l'identification et l'orientation des personnes à risque.

Fin 2019, environ 200 personnes de la Papouasie occidentale, en Indonésie, ont fui les troubles violents et les opérations de sécurité et se sont réfugiées dans des régions isolées de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Le HCR a fourni une assistance d'urgence aux demandeurs d'asile par l'intermédiaire d'un partenaire confessionnel local, et soutiendra la capacité du Gouvernement à enregistrer la population réfugiée en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à lui fournir une protection.

Trouver des solutions durables pour les situations de réfugiés prolongées

Il est resté difficile de parvenir à des solutions durables à 2019 à cause des conflits prolongés et de l'insécurité dans les pays d'origine, d'une diminution du nombre de places de

réinstallation et du peu de possibilités d'intégration locale officielle. Alors que plus de 100 000 personnes ont besoin d'être réinstallées, seules 5 500 places ont été proposées et moins de 7 000 personnes sont parties. Les restrictions concernant certaines ethnies et nationalités ont encore limité les possibilités de réinstallation pour certaines des personnes qui en avaient le plus besoin. Quelque 4 440 réfugiés ont trouvé une solution par la réinstallation dans la région en Australie, au Japon, en République de Corée et en Nouvelle-Zélande.

Le HCR estime que 2 500 personnes relevant de sa compétence ont pu avoir accès à des voies complémentaires en 2019, principalement en Australie et au Canada, dans le cadre de programmes d'admission humanitaire et de parrainage privé. L'Organisation a continué à travailler avec les gouvernements et les partenaires afin d'étendre les possibilités à la fois pour la réinstallation et les voies complémentaires, y compris en augmentant le nombre de places et celui des États participants. La création de voies d'admission pour l'éducation et la main-d'œuvre en Asie pourrait bénéficier à la fois aux réfugiés et aux communautés d'accueil.

Quelque 8 080 réfugiés sont entrés volontairement en Afghanistan en 2019, soit une diminution de près de 50 % par rapport à 2018. En 2019, le HCR et ses partenaires ont assisté environ 357 000 rapatriés, déplacés internes et membres de la communauté dans 15 zones de retour et de réintégration prioritaires. Les projets ont inclus une aide en espèces et en nature pour les familles vulnérables, des abris, l'accès à l'éducation, des moyens d'existence, une formation professionnelle et une aide à la création d'entreprise, ainsi que l'amélioration des infrastructures publiques telles que les écoles, les établissements de santé, les centres communautaires et les routes. Des efforts supplémentaires seront déployés pour s'assurer que les projets de protection de court à moyen terme basés sur la communauté s'inscrivent dans le cadre des programmes de développement à long terme menés par le Gouvernement et d'autres partenaires, notamment les organisations non gouvernementales, les institutions des Nations Unies, les acteurs du développement, la société civile et le secteur privé.

Environ 880 réfugiés ont quitté la Thaïlande pour rentrer dans le sud-est du Myanmar dans le cadre de deux mouvements de retour facilités en 2019. Le HCR travaille avec les gouvernements respectifs à une approche comportant plusieurs solutions, afin de mettre un terme de façon digne, durable et globale au séjour de plusieurs décennies passé dans des camps par les 93 200 réfugiés qui se trouvent toujours en Thaïlande. Environ 1 060 réfugiés ont eu recours au programme de retour volontaire facilité du HCR pour rentrer à Sri Lanka, depuis l'Inde pour la majorité. Le HCR et ses partenaires ont travaillé avec le Gouvernement sri-lankais afin de faciliter les retours en fournissant des subventions en espèces pour le voyage et la réintégration, en nettoyant les terres et les routes recouvertes de végétation, en fournissant un appui juridique et en aidant les personnes extrêmement vulnérables.

À la suite des attaques terroristes en avril 2019, le Gouvernement sri-lankais a pleinement soutenu les réfugiés en assurant leur sécurité et en aidant à leur relocalisation. Le HCR a présenté 810 personnes en vue de leur réinstallation à 11 pays en 2019. Grâce à la solidarité des pays de réinstallation, 368 personnes qui se trouvaient en grand danger après les attaques ont quitté Sri Lanka (160 via la réinstallation et 208 par des voies complémentaires), principalement pour l'Australie, le Canada, les États-Unis d'Amérique et la Nouvelle-Zélande. Toutes les autres personnes relevant de la compétence du HCR qui ont été déplacées juste après les attaques ont regagné un logement privé en location.

En janvier 2020, près de 500 individus se trouvaient toujours en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Nauru du fait de la politique de traitement extra-territorial de l'Australie. Environ 200 personnes se trouvent à diverses étapes du processus de réinstallation, tandis que les autres ont toujours besoin d'une solution.

Assurer la protection et trouver des solutions pour les déplacés internes

Avec plus de 400 000 déplacés internes dans le pays, le Myanmar a adopté une stratégie nationale de fermeture des camps et de retour des déplacés internes en novembre 2019. En liaison avec le Coordonnateur résident, le HCR travaillera avec le Gouvernement et ses partenaires à l'application des principes de liberté de circulation et de non-discrimination. La

fermeture des camps dans l'État de Rakhine, conformément aux normes internationales des droits de l'homme et incluant de manière spécifique le droit de rentrer dans son lieu d'origine, contribuerait à renforcer la confiance chez les réfugiés Rohingya au Bangladesh et au-delà.

On compte actuellement 131 000 déplacés internes principalement Rohingya dans le centre de l'État de Rakhine, qui sont déplacés depuis 2012 ; 52 000 personnes déplacées dans les États de Rakhine et Chin à cause du conflit avec l'armée d'Arakan, et d'autres personnes déplacées dans le nord de l'État de Rakhine depuis 2017 ; et 107 000 déplacés internes dans les États de Kachin et du Shan du Nord. Avec ses partenaires, le HCR coordonne les interventions de protection, mène des activités de plaidoyer et aide les ménages vulnérables. En 2019, des articles de secours essentiels ont été distribués à environ 66 000 personnes et une aide pour les abris à 34 000 personnes.

Le conflit armé et les catastrophes naturelles ont continué à provoquer des déplacements internes aux Philippines, avec plus de 388 000 déplacés internes à Mindanao, dont plus de 157 000 à cause des tremblements de terre en 2019. Le HCR a remis des articles de secours essentiels à 2 730 familles sinistrées et a aidé les autorités en organisant des interventions de protection, en renforçant leurs capacités et en fournissant des conseils techniques sur la préparation et la réponse d'urgence. Avec l'appui du Service conjoint d'établissement du profil des déplacés internes, une opération d'établissement de profil a été menée auprès d'environ 2 430 ménages et a permis de mieux comprendre la situation dans les provinces insulaires de la Région autonome bangsamoro en Mindanao musulmane (BARMM) et les possibilités pour les déplacés internes de trouver une solution à leur situation.

Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), près de 437 000 personnes avaient été nouvellement déplacées à l'intérieur par le conflit dans 32 des 34 provinces de l'Afghanistan en 2019. Au cours de l'année, le HCR et ses partenaires ont aidé 40 530 déplacés internes par des activités de suivi de la protection et 237 550 au moyen de projets de protection reposant sur la communauté, tandis que 5 430 déplacés internes vulnérables ont reçu une assistance dans le cadre du programme du HCR en faveur des personnes ayant des besoins spécifiques.

Réduire et prévenir l'apatriodie et protéger les apatrides

Parmi les engagements annoncés par les États, les organisations de la société civile, et les organisations régionales et internationales lors du Segment de haut niveau sur l'apatriodie qui s'est tenu au cours de la soixante-dixième session du Comité exécutif du HCR en octobre 2019,²⁹ l'ont été par des États de la région Asie-Pacifique. Nombre d'entre eux avaient trait à l'enregistrement et à l'octroi de documents, afin de contribuer à prévenir et à réduire l'apatriodie. Le HCR fournit un appui technique et s'attache à renforcer les capacités dans la région pour aider les États à concrétiser leurs engagements.

L'Asie centrale a accompli des progrès importants en matière de réduction et de prévention de l'apatriodie, plus de 79 000 personnes ayant vu leurs problèmes relatifs à la nationalité résolus depuis le début de la campagne #J'appartiens visant à mettre fin à l'apatriodie en 2014. Le Kirghizistan est notamment devenu le premier État à éradiquer l'apatriodie sur son territoire. Ces progrès ont été possibles grâce à l'engagement de tous les États d'Asie centrale à parvenir à l'enregistrement universel des naissances, conformément aux objectifs de développement durable (cible 16.9) et à fournir des garanties contre l'apatriodie des enfants. En novembre 2019, l'Ouzbékistan a annoncé qu'il prévoyait d'accorder la nationalité à près de 50 000 résidents apatrides enregistrés, et de faciliter la naturalisation des autres groupes d'apatrides par sa nouvelle loi sur la citoyenneté. Le Turkménistan met en œuvre son plan d'action national visant à mettre fin à l'apatriodie en accélérant la naturalisation et en améliorant les procédures de détermination de l'apatriodie. Le Kazakhstan a amendé son code sur le mariage et la famille en décembre 2019, permettant à tous les enfants nés dans le pays d'être enregistrés à leur naissance et de recevoir un certificat de naissance, quel que soit le statut juridique de leurs parents.

Dans l'Asie du Sud-Est, alors que nous sommes à mi-parcours de la campagne #J'appartiens, près de 60 000 personnes qui étaient apatrides en Thaïlande ont acquis la nationalité ou ont

vu leur nationalité confirmée. Les lois et les politiques relatives à la nationalité et à l'enregistrement des faits d'état civil ont été réformées afin de lutter contre l'apatriodie, en particulier parmi les enfants abandonnés et les personnes âgées. Aux Philippines, la collaboration entre le HCR et plusieurs services gouvernementaux concernant le plan d'action national visant à mettre fin à l'apatriodie fait figure de bonne pratique dans la région. La Malaisie résout les cas d'apatriodie existant parmi les Tamouls d'ascendance indienne, tout en étudiant aussi les cas d'apatriodie et le statut des documents d'identité individuels dans l'Est du pays. Le Viet Nam révise ses politiques et ses lois sur la nationalité et élabore un plan stratégique pour lutter contre l'apatriodie, tandis que les Philippines et le Viet Nam ont tous deux engagé le processus d'adhésion aux conventions relatives à l'apatriodie. En novembre 2019, Kiribati a organisé des consultations nationales sur le droit de tout enfant à une nationalité, et sur l'égalité entre les sexes en matière d'octroi de la nationalité, avec l'appui de l'UNICEF et du HCR.

En Inde, une opération d'« enregistrement national des citoyens » menée dans l'État d'Assam, en août 2019, a révélé qu'environ 1,9 million de résidents avaient été exclus de l'enregistrement, situation qui représente un risque potentiel d'apatriodie en attendant le résultat de l'examen judiciaire et la décision du tribunal. Le Gouvernement a expliqué que l'exclusion de l'enregistrement national final n'aura pas d'incidence sur les droits des résidents et que les personnes exclues ne seront pas considérées comme apatrides ou placées en détention. Conformément à son mandat, le HCR est prêt à aider le Gouvernement à prévenir et à réduire l'apatriodie.

C. Information financière

Le budget du HCR pour 2019 était financé à 55 %, avec une lacune de financement indicative de 353 millions de dollars E.-U. Le budget pour 2020, approuvé par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire en octobre 2019, est resté constant à 777,1 millions de dollars E.-U. Le programme en faveur des réfugiés représente 78 % des besoins de financement de la région. La sous-région de l'Asie du Sud-Est continuera à recevoir la part la plus importante du budget de la région, de 52 %. Au 30 janvier 2020, le budget était financé à 8 %, après la prise en compte de l'allocation indicative des contributions non affectées et affectées.